Médecins, chirurgiens, anesthésistes... du centre hospitalier en grève illimitée

Les praticiens hospitaliers du CHRSO rejoignent un mouvement national pour dénoncer l'application d'un nouveau décret qui les voit perdre quatre ans d'ancienneté. Outre les pertes financières, ils dénoncent une réforme profondément injuste. Pour l'heure, le mouvement se veut uniquement symbolique et la grève des soins n'est pas à l'ordre du jour.

PAR THIERRY SAINT-MAXIN
saintomer@lavoixdunord.fr

AUDOMAROIS. Depuis le 11 janvier, les praticiens hospitaliers du centre hospitalier de la région de Saint-Omer sont en grève illimitée. Chaque jour, ils sont entre 60 et 70 % à se déclarer grévistes. Médecins, chirurgiens, anesthésistes ou encore pharmaciens dénoncent un décret paru en catimini en fin d'année dernière qui modifie leur grille d'avancement et d'émoluments. « *À écouter le ministre de la Santé, on a l'impression qu'après le Ségur de la santé, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes* », note Flavien Cacciapalle, chirurgien, 26 ans d'ancienneté.

Certes, les praticiens hospitaliers ont vu leur prime d'engagement de service public revalorisée – elle est passée de 750 à 1 010 € brut mensuels – mais ils subissent surtout la perte de quatre ans d'ancienneté avec l'application de la nouvelle grille.

« *Dans une période de crise où chacun se rend compte que l'on a besoin d'un système hospitalier fort, on trouve le timing plus que déplacé* », déplore Raphaël Rolland, chirurgien orthopédiste. « *Face à des professions qui souffrent, comme les restaurateurs, parler d'argent pourrait paraître indécent, mais si on s'oppose à cette réforme, c'est surtout parce qu'on la trouve profondément injuste.* »

> ***Un manque criant de reconnaissance pour les praticiens seniors. On n'attend pas forcément de remerciements mais au moins du respect.***

L'objectif de cet accord vise à améliorer l'attractivité de l'hôpital public en boostant les rémunérations des jeunes praticiens : « *Dans les faits, cela existe déjà donc ça ne va rien changer. C'est surtout un manque criant de reconnaissance pour les praticiens seniors. On n'attend pas forcément de remerciements mais au moins du respect* », complète Cécile Franck, médecin en soins palliatifs, présidente de la commission médicale d'établissement, 21 ans d'ancienneté.

« UN ÉNORME GÂCHIS »

« *Pendant toutes ces années, il ne faut pas oublier que c'est nous qui avons fait tourner la boutique* », rappelle le Dr Cacciapalle. Avec la réforme, il devra travailler jusqu'à 69 ans pour espérer atteindre le dernier échelon de la grille. « *Quatre ans d'ancienneté en moins, c'est 480 gardes balayées d'un revers de manche, c'est inacceptable. Non seulement, cette réforme ne va pas attirer de nouveaux praticiens mais elle va aussi inciter les plus vieux à quitter l'hôpital public pour mieux gagner leur vie ailleurs. C'est un énorme gâchis.* »

Vendredi, 34 des 49 praticiens hospitaliers en service ce jour-là au CHRSO étaient en grève. Parmi eux, les docteurs Rolland, Cacciapalle, Menais et Franck.

Cette grève n'est pour l'heure que symbolique : « *Nous sommes trop attachés au service public pour entamer une grève des soins* », poursuit Martine Menais, gynécologue obstétricienne, 29 ans d'ancienneté. Pas question non plus de se lancer dans une grève administrative « *qui ferait perdre de l'argent à l'hôpital.* »

Ils espèrent toutefois que le mouvement, qui s'étend au niveau national, incitera le ministre à revenir sur ses positions.

Alcura, fournisseur de matériel médical à domicile, sur le front du Covid

La marque est dans des locaux à Éperlecques depuis 2015.

ÉPERLECQUES. Alcura, autrefois connue sous le nom de Locapharm, fournit du matériel médical depuis trois sites dans le Nord-Pas-de-Calais : Lens, Cambrai et Éperlecques depuis 2015. Ce dernier dépôt logistique arrose l'Audomarois et toute la Côte d'Opale.

Plus que jamais, l'hospitalisation et les soins à domicile s'imposent. Parce que les hôpitaux préfèrent réserver leurs lits à des besoins immédiats et n'ont plus vocation à garder les patients longtemps en soins post-opératoires. Et parce que le matériel de soin est de plus en plus adapté aux domiciles des patients, eux-mêmes de plus en plus confortables. Alors des entreprises comme Alcura se développent de plus en plus. Connue sous le nom de Locapharm jusqu'en 2013, son histoire a démarré localement à Audruicq en 1997, sous la houlette d'un pharmacien qui a rejoint la division soins à domicile de la marque, créée en 1977.

« AVEC LE COVID, EN CROISSANCE SUR L'OXYGÉNOTHÉRAPIE »

L'enseigne, désormais installée à Éperlecques depuis 2015, est précisément située zone du Muguet. Ils sont huit salariés à en dépendre, qui irriguent toute la zone littorale, de Dunkerque à Berck en passant par l'Audomarois. Parmi eux, il y a cinq techniciens conseils à domicile, le cœur de métier de l'enseigne.

> ***Environ 230 interventions par semaine pour le maintien à domicile : lève-malade, oxygénation, perfusions, apnée du sommeil...***

En lien direct avec les pharmaciens pour la plupart des cas, ils interviennent chez les patients, déterminent et installent le matériel pour les soins prescrits par les professionnels de santé. Le tout en lien avec les hôpitaux, les assistantes sociales, mutuelles, familles, etc. L'agence d'Éperlecques assure des permanences 24 h sur 24, 7 jours sur 7, et effectue en moyenne 230 interventions par semaine en lien avec le maintien à domicile : lève-malade, oxygénation, perfusions, apnée du sommeil... « *Clairement, avec le Covid, nous sommes en croissance sur l'oxygénothérapie en sortie d'hospitalisation* », indique Gérald Dubois, responsable d'exploitation Nord - Pas-de-Calais pour Alcura.

ANTHONY BERTELOOT